

Le Conseil fédéral ignore les besoins de l'économie

Berne, le 1er septembre 2016

Communiqué de presse

Le Conseil fédéral ignore les besoins de l'économie

Le PLR veut limiter les coûts de la réglementation

Aujourd'hui, le Conseil fédéral poursuit sa fuite en avant avec la réglementation excessive et nocive pour l'économie. Cela est incompréhensible et irresponsable. La [motion déposée](#) par le groupe parlementaire libéral-radical concernant la mise en place d'un frein aux réglementations a été rejetée par le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral reconnaît le problème des coûts liés à la réglementation mais il se cache une fois de plus derrière des arguments formels et écarte toutes les propositions permettant de les faire baisser.

La motion exige que les modifications législatives, qui génèrent d'importants coûts pour plus de 10 000 entreprises ou qui engendrent une augmentation des coûts réglementaires d'un certain niveau, doivent obtenir une majorité qualifiée dans les deux chambres. L'objectif étant d'éviter que l'économie et plus particulièrement les PME soient écrasées par des coûts exorbitants inutiles.

Examiner les réglementations de manière critique

Une étude de l'université de St. Gall a estimé les coûts de réglementation pour l'année 2010 à environ 50 milliards de francs. Pour l'année en cours, on peut estimer que ces coûts représentent environ 10 pourcent du produit intérieur brut. Le PLR a organisé début 2015 une journée contre la bureaucratie et a insisté sur l'augmentation constante de ces coûts. L'efficacité des mesures limitant la bureaucratie débordante est démontrée dans de nombreux autres pays. Par exemple, aux Pays-Bas, un comité indépendant nommé Actal questionne de manière critique les réglementations et conseille de manière appropriée le gouvernement et le parlement.

Limiter les coûts réglementaires

C'est exactement ce point que traite la motion refusée par le Conseil fédéral. En se basant sur [l'analyse des coûts réglementaires](#) demandée par le PLR et le frein à l'endettement, elle a pour but de créer un instrument censé limiter les coûts réglementaires croissants. Il est incompréhensible et irresponsable de la part du Conseil fédéral ne de pas vouloir coopérer sur ce point.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Le Conseil fédéral ignore les besoins de l'économie

Contacts

- › Olivier Feller, conseiller national, 079 658 31 92
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Arnaud Bonvin, porte-parole romand, 079 277 71 23
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.